



RENDU EXECUTOIRE LE

**17 JAN. 2024**

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 16/01/2024

Reçu en préfecture le 16/01/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240116-24\_A\_SE\_0088-AR

**S<sup>2</sup>LO**

DGAS  
Service des Etablissements  
39 rue de Beaulieu  
86034 POITIERS CEDEX

**ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0088**

du **16 JAN. 2024**

Portant fixation du tarif hébergement  
dépendance pour l'année 2024 des Unités de  
Soins de Longue Durée de Châtellerault et  
Loudun gérées par le Centre Hospitalier  
Universitaire de Poitiers

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative au  
taux directeur pour les établissements et services médico-sociaux des secteurs de l'autonomie et  
de l'enfance-famille ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative à  
l'ouverture des crédits au 1er janvier 2024 avant le vote du Budget Primitif 2024 ;

VU l'arrêté ARS/DGAS n°2021-A-DGAS-DHV-SE-0128 du 1er mars 2021  
portant cession d'autorisation des EHPAD et des USLD du CHU et du GHNV au profit du  
Centre Hospitalier Régional de Poitiers ;

VU la convention pluriannuelle financière 2021-2025 entre le Département de la  
Vienne et le CHU de Poitiers signée le 1<sup>er</sup> juin 2021 ;

VU le GIR Moyen Pondéré de l'USLD de l'Hôpital de CHATELLERAULT  
validé par la Commission Départementale de Coordination Médicale du 7 novembre 2013 ;

VU le GIR Moyen Pondéré de l'USLD de l'Hôpital de LOUDUN validé par la  
Commission Départementale de Coordination Médicale du 17 octobre 2013 ;

VU les propositions budgétaires du Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers  
transmises le 2 novembre 2023 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

.../...

## **ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** Les tarifs journaliers applicables aux résidents accueillis à l'USLD gérée par le Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers sur le site de Châtellerault sont, en hébergement permanent, pour 2024, ainsi qu'il suit :

### **1.1 Personnes âgées de plus de 60 ans :**

- **Tarif hébergement : 62,19 €**  
Le tarif hébergement de 2023 est reconduit pour 2024.
- **Tarifs dépendance :**  
Tarif GIR 1 et 2 : **22,36 €**  
Tarif GIR 3 et 4 : **14,20 €**  
Tarif GIR 5 et 6 : **6,03 €**

La participation du bénéficiaire de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) est égale au montant du tarif GIR 5 et 6.

### **1.2 Personnes âgées de moins de 60 ans :**

Le tarif journalier applicable aux résidents de moins de 60 ans, comprenant une part hébergement identique à celle des résidents de plus de 60 ans et une part dépendance, s'élève à :

**81,42 €**

**ARTICLE 2 :** Les tarifs applicables aux résidents accueillis à l'USLD gérée par le Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers sur le site de Loudun sont, en hébergement permanent, pour 2024, ainsi qu'il suit :

### **2.1 Personnes âgées de plus de 60 ans :**

- **Tarif hébergement : 62,19 €**  
Le tarif hébergement de 2023 est reconduit pour 2024.
- **Tarifs dépendance :**  
Tarif GIR 1 et 2 : **22,36 €**  
Tarif GIR 3 et 4 : **14,20 €**  
Tarif GIR 5 et 6 : **6,03 €**

La participation du bénéficiaire de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) est égale au montant du tarif GIR 5 et 6.

## **2.2 Personnes âgées de moins de 60 ans :**

Le tarif journalier applicable aux résidents de moins de 60 ans, comprenant une part hébergement identique à celle des résidents de plus de 60 ans et une part dépendance, s'élève à :

**83,14 €**

**ARTICLE 3 :** Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai **d'un mois** à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un **délai franc d'un mois** à partir de sa notification ou de sa publication.

Un recours juridictionnel sur l'application Telerecours citoyens est également possible en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le gestionnaire, la Direction de l'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié sur le site internet du Département de la Vienne.

Fait à POITIERS, le **16 JAN. 2024**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 16/01/2024

Reçu en préfecture le 16/01/2024

Publié le

**S<sup>2</sup>LO**

ID : 086-228600011-20240116-24\_A\_SE\_0088-AR